

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 738

Artikel: Des lendemains qui pianotent
Autor: Brutsch, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017054>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

738

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 738 26 juillet 1984Rédacteur responsable:
Laurent BonnardLe numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs
Vingt-et-unième annéeAdministration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Marcel Burri
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon
Erika Sutter-PleinesPoints de vue:
Hélène Bezençon
Jeanlouis Cornuz

Des lendemains qui pianotent

«Centre mondial Informatique et Ressource humaine.» Ils sont gonflés, ces Français (et Jean-Jacques Servan-Schreiber en particulier, président de ce centre dont l'adjectif rappelle surtout ce qu'il doit à l'auteur du Défi mondial). Mais trois jours de stage intensif lèvent vite ce genre de prévention. L'immeuble lui-même symbolise bien l'objectif: une façade de verre brun entre deux immeubles classiques, sur laquelle est collée des éléments de pierre et de moulures, rappel du passé. A l'intérieur, un hall déjà souvent décrit dans la presse française: tous les jours de l'année jusqu'à 22 h., vous pouvez venir pianoter sur une quinzaine de micro-ordinateurs à disposition; beaucoup de jeunes, bien sûr, mais pas seulement. Au sous-sol, amphithéâtre et, à nouveau, batterie d'ordinateurs à l'usage, cette fois, des groupes de toutes sortes qui y effectuent des stages.

Tout est gratuit (c'est-à-dire payé par le gouvernement français); et les animateurs se relaient pour vous enseigner les rudiments du langage Logo tandis que, si vous en avez exprimé le souhait, les chercheurs qui travaillent dans les étages supérieurs viennent vous entretenir de la culture informatique, des bons et des mauvais usages de l'informatique dans les entreprises ou des applications réalisées par le Centre pour la coopération au développement (comme ce programme d'aide au diagnostic afin de dépister les maladies endémiques). Un autre volet de l'action du Centre dont JJSS est le zélé propagateur est la multiplication de formations à l'informatique auprès de jeunes chômeurs grâce à la mise à disposition de recrues qui effectuent leur service sous cette forme, dans tout le pays.

Il n'y a d'ailleurs pas que le Centre mondial: nos voisins mènent (ou subissent!) à une vaste échelle une expérience de suppression des annuaires téléphoniques, remplacés par un terminal informatique utilisant les lignes téléphoniques (Minitel); du coup, ils ont accès à bien davantage, au gré des initiatives: horaires de train, état de leur compte (une banque particulièrement «branchée»), tests comparatifs de l'Institut national de la consommation ou le quotidien Libération télématique...

Retour en Suisse. Où l'on découvre, en cherchant bien, qu'il se fait pas mal de choses. L'entreprise des PTT et sa filiale Radio-Suisse SA, qui mènent le jeu, paraissent même à la pointe du progrès en la matière, malgré un investissement d'une faiblesse sans commune mesure avec ce qui se fait dans les autres pays occidentaux; mais elles n'ont pas l'air d'éprouver le besoin que cela se sache.

Perfectionnisme, élitisme, économisme. Les PTT et Radio-Suisse ne travaillent pas pour la masse; Steve Jobs inventant Apple dans un garage ne les font pas rêver. D'innombrables banques de données sont à disposition, via un réseau parfaitement au point; pour autant que vous disposiez du matériel très coûteux qui est le seul que les PTT consen-

SUITE ET FIN AU VERSO

DOMAINE PUBLIC

Régime estival

Pour un mois encore, «Domaine Public» en reste à son régime estival: 34 grammes de papier imprimé par lecteur et par mois, en deux livraisons bimensuelles de 17 grammes. La cure se poursuit donc avec:
DP 739 du 10 août,
DP 740 du 24 août
et DP 741 du 7 septembre.
A bientôt.

Des lendemains qui pianotent

tent à louer ou à vous laissez acheter. La clientèle visée, ce sont les entreprises, surtout les grosses. Un espoir pour les simples pékins toutefois: le vidéotex, version suisse du Minitel, qui utilisera la ligne téléphonique et l'écran TV.

L'informatique est aussi un phénomène culturel. A l'oublier, on court le risque d'une société inadaptée. Comment tirer parti de ce nouveau secteur pour la relève d'activités industrielles en déclin si l'on n'intéresse pas, n'encourage pas tout ceux que cela pourrait passionner? C'est d'abord une question de climat. Même si un micro-climat ne suffit pas, honneur à la commune de Pully, par exemple, qui a mis un local à disposition d'une association vouée au même objectif de vulgarisation que le Centre mondial. D'autres efforts existent, heureusement. On connaît le débat tarte à la crème sur les bienfaits et méfaits de l'ordinateur. Mais ce sont d'abord ceux qui le maîtriseront qui en décideront.

F. B.

RÉFUGIÉS

Nouvelles frontières africaines

Pas de chance, dans le calendrier médiatique mondial, pour la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II)! Jeudi 12 juillet dernier, le jour où aurait dû paraître dans les journaux le bilan des travaux de ladite conférence (à Genève, du 9 au 11 juillet), les gros titres étaient réservés au président Ronald Reagan, lançant officiellement, aux Etats-Unis, le Mois national de la crème glacée.

Quatre millions de réfugiés en Afrique n'ont pas

pesé bien lourd face à l'annonce des festivités et solennités prévues pour relancer l'industrie du lait américaine; cette dernière écoule sur le marché, bon an mal an, quelque 3,5 milliards de litres de crème glacée, mais elle est aux prises avec un concurrent futé qui fait un malheur avec un extrait gélatineux de fèves de soja, le Tofutti, contenant — avantages déterminants! — moins de calories et pratiquement pas de lactose...

Côté suisse, on a tout de même appris, par la bouche de l'ambassadeur Fritz Staehelin, chef de la délégation helvétique, que notre pays, satisfait de la conférence, l'est aussi de sa propre politique, puisqu'il accorde «une grande importance à l'aide aux réfugiés», que de 1981 à 1983, du reste, la Confédération a accordé près de 80 millions de francs aux programmes d'aide d'urgence aux réfugiés, dont 25 millions à l'Afrique. Des déclarations onctueuses qui ont dû en faire sursauter plus d'un à Genève précisément où la barque cantonale est proclamée quasi officiellement «pleine» côté réfugiés.

Reste que CIARA II aura permis, grâce aux travaux préparatoires de la conférence menés sur une grande échelle, de faire une certaine lumière non seulement sur l'urgence des problèmes dans ce secteur, mais surtout sur leur complexité croissante, qui impose une revision fondamentale de la nature de l'aide internationale. Et ce, au moment même où l'opinion occidentale est tentée par le repli sur les privilèges acquis...

C'est ce que Mark Mallock Brown, rédacteur en chef de l'«Economist Development Report», exprimait avant même l'ouverture de CIARA II, de façon volontairement provocatrice, mais finalement très révélatrice. Nous le citons (ligne parues dans «Forum du développement»):

«L'effondrement de la vie économique s'est accompagné de tensions politiques. Les Etats nouvellement indépendants ont lutté pour s'adapter à des frontières coloniales qui, sur le plan ethnique, sont dépourvues de sens, en même temps qu'ils devaient faire face à toutes sortes d'autres défis à

leur autorité. Il en est résulté un volcan démographique: des populations affamées à la recherche de terres fertiles, d'autres fuyant une politique d'oppression, mais toutes à la dérive au sein d'une économie politique qui ne peut pas assurer leur subsistance.

»Les populations qui se sont enfuies dans des directions qui les ont portées à travers des frontières nationales ont été qualifiées de «réfugiées»; d'autres, cependant, qui ont peut-être couvert un chemin beaucoup plus long mais qui sont restées du même côté de la frontière, sont moins visibles, bien que leur nombre soit certainement au moins égal. Toutefois, l'Afrique et la communauté internationale doivent commencer par le commencement, et si les diplomates préfèrent avoir recours à la terminologie juridique et parler d'une frontière nationale pour définir les personnes dont il faut s'occuper, soit. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les réfugiés ne représentent qu'une partie des nombreuses populations pour lesquelles la crise qui sévit en Afrique a entraîné un déracinement et une fuite.

DEUX APPROCHES

»Il y a deux façons d'envisager les raisons pour lesquelles l'Afrique et les pays donateurs s'apprentent à s'attaquer à nouveau au problème des réfugiés; la version optimiste est que les nouveaux courants de réfugiés ont diminué au cours des deux ou trois dernières années et que des institutions déjà surchargées de travail comme le HCR ont au moins trouvé le temps d'élargir suffisamment leur vision pour ne plus devoir simplement chercher à résoudre une crise immédiate et pour commencer à penser à des solutions à plus long terme. En outre, il est certain que si les travaux de secours d'urgence ont dispersé la majeure partie des fonds du HCR en Afrique il y a quelques années, en 1984, 54% du programme général seront consacrés à la recherche de solutions durables, contre 45,5% l'an dernier. »La version pessimiste est que le problème des